

# ASSEMBLÉE NATIONALE

14 novembre 2025

---

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

## AMENDEMENT

N ° II-2216

présenté par  
Mme Blin, M. Boucard et Mme Corneloup

-----

### ARTICLE 49

#### ETAT B

**Mission « Écologie, développement et mobilité durables »**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

## I. Modifier ainsi les autorisations d'engagement :

*(en euros)*

<b>Programmes</b>	<b>+</b>	<b>-</b>
Infrastructures et services de transports	0	0
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, information géographique et météorologie	0	188 254 006
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	0	0
Service public de l'énergie	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	0	0
Sûreté nucléaire et radioprotection	0	0
Ecologie – mise en extinction du plan de relance	0	0
<b>TOTAUX</b>	0	188 254 006
<b>SOLDE</b>	-188 254 006	

II. Modifier ainsi les crédits de paiement :

(en euros)

<b>Programmes</b>	<b>+</b>	<b>-</b>
Infrastructures et services de transports	0	0
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, information géographique et météorologie	0	188 254 000
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	0	0
Service public de l'énergie	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	0	0
Sûreté nucléaire et radioprotection	0	0
Ecologie – mise en extinction du plan de relance	0	0
<b>TOTAUX</b>	0	188 254 000
<b>SOLDE</b>	-188 254 000	

### EXPOSÉ SOMMAIRE

Censé accompagner l'État et les collectivités dans leurs politiques d'aménagement et de transport, le Cerema présente un coût très élevé.

Face à ces frais importants, son efficacité reste discutable, avec seulement, par exemple, deux projets en Île-de-France comme favoriser la marchabilité de territoires ou deux projets en Auvergne-Rhône-Alpes dont celui de savoir quelles essences d'arbres planter.

Il intervient également à l'étranger dans des projets qui interrogent tels que la formation de membres de l'agence spatiale thaïlandaise sur l'observation d'un phénomène de chaleur urbain.

Au regard de ces éléments, il convient de rationaliser l'usage de l'argent public en proposant de retirer 188 254 000 euros en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » du programme « Expertise, information géographique et météorologie ».